

Bordereau attestant l'exactitude des informations - DIJON - 2104 - Documents comptables (B-S) -
Dépôt le 08/07/2024 - 7340 - 2003 B 00049 - 444 902 779 - METAL DEPLOYE RESISTOR

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	27 551	27 551		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	456 448	432 631	23 817	6 778
Fonds commercial	850 000		850 000	850 000
Autres immobilisations incorporelles	225 307	45 061	180 246	195 266
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	63 160	6 819	56 341	56 802
Constructions	2 023 495	1 558 890	464 605	526 859
Installations techniques, matériel, outillage	2 463 963	2 063 819	400 145	316 505
Autres immobilisations corporelles	653 084	521 471	131 613	86 349
Immobilisations en cours	61 659		61 659	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	2 291 646	529 714	1 761 933	761 933
Créances rattachées à des participations	58 200		58 200	58 200
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	11 757		11 757	8 757
ACTIF IMMOBILISE	9 186 270	5 185 954	4 000 315	2 867 448
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	3 044 488	463 395	2 581 093	1 739 040
En-cours de production de biens	2 847 178		2 847 178	1 899 205
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	837 030	16 323	820 707	863 585
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	68 407		68 407	143 518
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	6 351 552	353 850	5 997 702	6 965 019
Autres créances	1 247 720		1 247 720	2 452 287
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	1 202 549		1 202 549	
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 060 141		1 060 141	135 460
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	256 578		256 578	275 676
ACTIF CIRCULANT	16 915 643	833 569	16 082 075	14 473 790
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	144		144	2 048
TOTAL GENERAL	26 102 057	6 019 523	20 082 534	17 343 286

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Capital social ou individuel (dont versé : 737 100)	737 100	737 100
Primes d'émission, de fusion, d'apport	61 056	61 056
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	73 710	73 710
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	7 302 035	7 302 035
Report à nouveau	999 545	683 020
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	835 466	316 524
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	10 008 912	9 173 446
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	84 098	87 181
Provisions pour charges		
PROVISIONS	84 098	87 181
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 181 323	2 507 062
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	500	685
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 988 717	1 755 007
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 521 253	1 918 118
Dettes fiscales et sociales	2 227 881	1 387 967
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	69 611	22 815
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		490 315
DETTES	9 989 285	8 081 968
Ecarts de conversion passif	239	690
TOTAL GENERAL	20 082 534	17 343 286

Rubriques	France	Exportation	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	601 231	376 526	977 756	277 711
Production vendue de biens	5 834 182	13 288 515	19 122 697	14 621 969
Production vendue de services	476 589	1 086 088	1 562 676	1 115 130
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	6 912 002	14 751 128	21 663 130	16 014 809
Production stockée			891 653	527 454
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			980 572	774 918
Autres produits			3 500	1 218
PRODUITS D'EXPLOITATION			23 538 855	17 318 399
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			725 526	286 837
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			8 979 470	7 553 996
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-814 763	-572 292
Autres achats et charges externes			5 861 793	4 210 924
Impôts, taxes et versements assimilés			188 612	173 521
Salaires et traitements			4 344 439	3 495 713
Charges sociales			1 714 266	1 368 205
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			256 145	272 559
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			157 377	75 310
Dotations aux provisions			40 417	36 000
Autres charges			12 079	2 746
CHARGES D'EXPLOITATION			21 465 360	16 903 518
RESULTAT D'EXPLOITATION			2 073 496	414 881
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			63 384	578 519
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			11 863	13 118
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			9 723	35 441
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			84 970	627 078
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			39 317	21 009
Différences négatives de change			10 587	9 369
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			49 904	30 378
RESULTAT FINANCIER			35 066	596 700
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			2 108 561	1 011 581

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	5 000	1 001
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 000	1 001
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	49 893	6 611
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	345 703	620 000
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	395 596	626 611
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-390 596	-625 610
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	501 322	79 670
Impôts sur les bénéfices	381 178	-10 224
TOTAL DES PRODUITS	23 628 825	17 946 478
TOTAL DES CHARGES	22 793 359	17 629 954
BENEFICE OU PERTE	835 466	316 524

Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement en date du 22 décembre 2023, METAL DEPLOYE RESISTOR a abandonné partiellement le compte courant d'associé qu'elle détient dans les écritures de sa filiale, la Société GAC dont elle détient 76% du capital social, à hauteur de 345 703 Euros.

Cet abandon de compte courant est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune définie par l'existence de capitaux propres au moins égaux à 450 000 €.

Suite au protocole d'accord signé en date du 20 mars 2023, METAL DEPLOYE RESISTOR s'est portée acquéreur de 10 % des actions détenu par M Pierre Luc Barbe de notre filiale Rentaload SAS. Le cadencement de ces achats d'actions se résume par 4% sur l'exercice 2023 (nous passons d'une détention de 76.7% à 80.7% fin 2023), puis finalisé pour les 6 autres % sur 2024 et nous permettra de détenir in fine 86.7% des actions de la société Rentaload SAS.

Guerre en Ukraine – Contexte inflationniste

L'année 2023 a été marquée par la poursuite des effets de la guerre en Ukraine, qui ont généré une augmentation brutale en 2022 du prix des matières premières et de l'énergie. Le contexte inflationniste s'est poursuivi en 2023. Ces hausses ont encore entraîné quelques impacts sur la marge 2023.

Pour rappel, la société avait bénéficié d'un Prêt Garanti par l'Etat lors de l'exercice 2022 pour un montant de 1700 K€. Il a été convenu avec les partenaires bancaires de rembourser cette dette sur une durée de 5 ans.

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 et suivants du Plan Comptable Générale 2014.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/1983 ainsi que du règlement ANC 2016-07 du 04 Novembre 2016 modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Pour l'ensemble des immobilisations, la durée d'amortissement retenue est la durée d'utilisation.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provision pour risques et charges : elles sont constituées pour prendre en considération les risques existants à la clôture des comptes de l'exercice.
- Stock : ils sont évalués au coût unitaire moyen pondéré.
- En cours de production : ils sont valorisés au coût de revient de production.
- Stock de produits : ils sont valorisés au coût de revient à l'exception des frais de commercialisation.
- Provision pour dépréciation des créances clients : elle est ajustée à chaque fin d'exercice pour qu'elle corresponde au risque d'irrecouvrabilité des créances.
- Provision pour garantie : la provision est calculée en fonction des risques engendrés par les garanties données aux clients

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculé suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Mode	Durée
Install. techniques, mat. Outillage	Linéaire	5 ans
Install. Générales, agenc., aménag.	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans

Dépréciation des stocks

Les stocks et en-cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

La dépréciation des éléments du stock est calculée sur les articles n'ayant eus depuis un an aucun mouvement entrant ou sortant à un taux de 100%.

Depuis la remise en cause de cette provision par l'administration fiscale, cette provision est réintégrée fiscalement.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont inscrites au bilan pour leur valeur historique. Elles se composent principalement de titres de participation de filiales, de dépôts et cautionnement versés.

A la clôture de l'exercice, la valeur historique des titres de participation est comparée à la valeur d'utilité tenant compte de la quote-part d'actif net majoré des plus-values latentes et de la tendance des résultats.

L'écart défavorable fait l'objet de provisions pour dépréciation des titres.



METAL DEPLOYE RESISTOR

Société par Actions Simplifiée

1 Route de Semur

21500 MONTBARD

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

METAL DEPLOYE RESISTOR

Société par Actions Simplifiée

1 Route de Semur

21500 MONTBARD

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale de la société METAL DEPLOYE RESISTOR,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société METAL DEPLOYE RESISTOR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « règles et méthodes comptables », de l'annexe précise les modalités de valorisation et de dépréciation des stocks.

La note « règles et méthodes comptables » de l'annexe précise dans son paragraphe « immobilisations financières », les modalités de comptabilisation et de dépréciation des titres de participation.

La note « Informations sur les autres participations » de l'annexe précise les appréciations retenues pour les titres de la société GAC ainsi que l'abandon de compte courant consenti à la société GAC.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent les estimations.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations et nous nous sommes assurés que l'annexe fournit une information appropriée.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.



RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Dijon, le 11 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

Exco Socodec

Loïc MALCHON

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	27 551	27 551		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	456 448	432 631	23 817	6 778
Fonds commercial	850 000		850 000	850 000
Autres immobilisations incorporelles	225 307	45 061	180 246	195 266
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	63 160	6 819	56 341	56 802
Constructions	2 023 495	1 558 890	464 605	526 859
Installations techniques, matériel, outillage	2 463 963	2 063 819	400 145	316 505
Autres immobilisations corporelles	653 084	521 471	131 613	86 349
Immobilisations en cours	61 659		61 659	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	2 291 646	529 714	1 761 933	761 933
Créances rattachées à des participations	58 200		58 200	58 200
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	11 757		11 757	8 757
ACTIF IMMOBILISE	9 186 270	5 185 954	4 000 315	2 867 448
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	3 044 488	463 395	2 581 093	1 739 040
En-cours de production de biens	2 847 178		2 847 178	1 899 205
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	837 030	16 323	820 707	863 585
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	68 407		68 407	143 518
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	6 351 552	353 850	5 997 702	6 965 019
Autres créances	1 247 720		1 247 720	2 452 287
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	1 202 549		1 202 549	
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 060 141		1 060 141	135 460
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	256 578		256 578	275 676
ACTIF CIRCULANT	16 915 643	833 569	16 082 075	14 473 790
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	144		144	2 048
TOTAL GENERAL	26 102 057	6 019 523	20 082 534	17 343 286

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Capital social ou individuel (dont versé : 737 100)	737 100	737 100
Primes d'émission, de fusion, d'apport	61 056	61 056
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	73 710	73 710
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	7 302 035	7 302 035
Report à nouveau	999 545	683 020
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	835 466	316 524
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	10 008 912	9 173 446
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	84 098	87 181
Provisions pour charges		
PROVISIONS	84 098	87 181
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 181 323	2 507 062
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	500	685
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 988 717	1 755 007
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 521 253	1 918 118
Dettes fiscales et sociales	2 227 881	1 387 967
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	69 611	22 815
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		490 315
DETTES	9 989 285	8 081 968
Ecarts de conversion passif	239	690
TOTAL GENERAL	20 082 534	17 343 286

Rubriques	France	Exportation	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	601 231	376 526	977 756	277 711
Production vendue de biens	5 834 182	13 288 515	19 122 697	14 621 969
Production vendue de services	476 589	1 086 088	1 562 676	1 115 130
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	6 912 002	14 751 128	21 663 130	16 014 809
Production stockée			891 653	527 454
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			980 572	774 918
Autres produits			3 500	1 218
PRODUITS D'EXPLOITATION			23 538 855	17 318 399
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			725 526	286 837
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			8 979 470	7 553 996
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-814 763	-572 292
Autres achats et charges externes			5 861 793	4 210 924
Impôts, taxes et versements assimilés			188 612	173 521
Salaires et traitements			4 344 439	3 495 713
Charges sociales			1 714 266	1 368 205
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			256 145	272 559
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			157 377	75 310
Dotations aux provisions			40 417	36 000
Autres charges			12 079	2 746
CHARGES D'EXPLOITATION			21 465 360	16 903 518
RESULTAT D'EXPLOITATION			2 073 496	414 881
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			63 384	578 519
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			11 863	13 118
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			9 723	35 441
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			84 970	627 078
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			39 317	21 009
Différences négatives de change			10 587	9 369
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			49 904	30 378
RESULTAT FINANCIER			35 066	596 700
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			2 108 561	1 011 581

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	5 000	1 001
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 000	1 001
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	49 893	6 611
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	345 703	620 000
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	395 596	626 611
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-390 596	-625 610
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	501 322	79 670
Impôts sur les bénéfices	381 178	-10 224
TOTAL DES PRODUITS	23 628 825	17 946 478
TOTAL DES CHARGES	22 793 359	17 629 954
BENEFICE OU PERTE	835 466	316 524

Annexes

Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement en date du 22 décembre 2023, METAL DEPLOYE RESISTOR a abandonné partiellement le compte courant d'associé qu'elle détient dans les écritures de sa filiale, la Société GAC dont elle détient 76% du capital social, à hauteur de 345 703 Euros.

Cet abandon de compte courant est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune définie par l'existence de capitaux propres au moins égaux à 450 000 €.

Suite au protocole d'accord signé en date du 20 mars 2023, METAL DEPLOYE RESISTOR s'est portée acquéreur de 10 % des actions détenues par M Pierre Luc Barbe de notre filiale Rentaload SAS. Le cadencement de ces achats d'actions se résume par 4% sur l'exercice 2023 (nous passons d'une détention de 76.7% à 80.7% fin 2023), puis finalisé pour les 6 autres % sur 2024 et nous permettra de détenir in fine 86.7% des actions de la société Rentaload SAS.

Guerre en Ukraine – Contexte inflationniste

L'année 2023 a été marquée par la poursuite des effets de la guerre en Ukraine, qui ont généré une augmentation brutale en 2022 du prix des matières premières et de l'énergie. Le contexte inflationniste s'est poursuivi en 2023.

Ces hausses ont encore entraîné quelques impacts sur la marge 2023.

Pour rappel, la société avait bénéficié d'un Prêt Garanti par l'Etat lors de l'exercice 2022 pour un montant de 1700 K€. Il a été convenu avec les partenaires bancaires de rembourser cette dette sur une durée de 5 ans.

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 et suivants du Plan Comptable Générale 2014.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/1983 ainsi que du règlement ANC 2016-07 du 04 Novembre 2016 modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Pour l'ensemble des immobilisations, la durée d'amortissement retenue est la durée d'utilisation.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provision pour risques et charges : elles sont constituées pour prendre en considération les risques existants à la clôture des comptes de l'exercice.
- Stock : ils sont évalués au coût unitaire moyen pondéré.
- En cours de production : ils sont valorisés au coût de revient de production.
- Stock de produits : ils sont valorisés au coût de revient à l'exception des frais de commercialisation.
- Provision pour dépréciation des créances clients : elle est ajustée à chaque fin d'exercice pour qu'elle corresponde au risque d'irrecouvrabilité des créances.
- Provision pour garantie : la provision est calculée en fonction des risques engendrés par les garanties données aux clients

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculé suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Mode	Durée
Install. techniques, mat. Outillage	Linéaire	5 ans
Install. Générales, agenc., aménag.	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans

Dépréciation des stocks

Les stocks et en-cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

La dépréciation des éléments du stock est calculée sur les articles n'ayant eus depuis un an aucun mouvement entrant ou sortant à un taux de 100%.

Depuis la remise en cause de cette provision par l'administration fiscale, cette provision est réintégrée fiscalement.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont inscrites au bilan pour leur valeur historique. Elles se composent principalement de titres de participation de filiales, de dépôts et cautionnement versés.

A la clôture de l'exercice, la valeur historique des titres de participation est comparée à la valeur d'utilité tenant compte de la quote-part d'actif net majoré des plus-values latentes et de la tendance des résultats.

L'écart défavorable fait l'objet de provisions pour dépréciation des titres.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	27 551		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 505 412		26 343
Terrains	63 160		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	1 589 241		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	434 254		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	2 250 457		213 506
Installations générales, agenc., aménag.	109 369		31 851
Matériel de transport	69 227		4 000
Matériel de bureau, informatique, mobilier	423 661		48 652
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			61 659
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 939 370		359 669
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 349 846		1 000 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	8 757		3 000
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 358 603		1 003 000
TOTAL GENERAL	7 830 935		1 389 012

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			27 551	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 531 755	
Terrains			63 160	
Constructions sur sol propre			1 589 241	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			434 254	
Installations techn., matériel et outillages ind.			2 463 963	
Installations générales, agencements divers			141 220	
Matériel de transport		33 677	39 550	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			472 314	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			61 659	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		33 677	5 265 362	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			2 349 846	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			11 757	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			2 361 603	
TOTAL GENERAL		33 677	9 186 270	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement	27 551			27 551
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	453 368	24 324		477 692
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	480 919	24 324		505 243
Terrains	6 359	461		6 819
Constructions sur sol propre	1 126 333	47 747		1 174 080
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménag.	370 303	14 507		384 810
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 933 952	129 866		2 063 819
Installations générales, agenc. et aménag. divers	79 998	6 837		86 835
Matériel de transport	64 434	2 011	33 677	32 768
Matériel de bureau et informatique, mobilier	371 476	30 391		401 867
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 952 855	231 821	33 677	4 150 998
TOTAL GENERAL	4 433 774	256 145	33 677	4 656 241

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

Frais établis.
Fonds Cial
Autres. INC.

INCORPOREL.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	46 000	33 000	43 500	35 500
Provisions pour garanties données aux clients	41 181	7 417		48 598
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	87 181	40 417	43 500	84 098
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	529 714			529 714
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	520 450		40 732	479 719
Dépréciations comptes clients	373 482	157 377	177 009	353 850
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	1 423 646	157 377	217 741	1 363 282
TOTAL GENERAL	1 510 827	197 794	261 241	1 447 380
Dotations et reprises d'exploitation		197 794	261 241	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Sur 2023, des provisions ont été constituées afin de palier à des aléas sur des affaires.

L'entreprise MDR constitue une provision au titre de la garantie donnée aux clients pour les frais engagés lors des reprises de produits neufs vendus. La provision est calculée en fonction des coûts directs et indirects supportés en 2023 suite à des non conformités de produits livrés aux clients.

Le taux de frais correspondant au rapport "Coûts/Chiffre d'Affaires" s'établit à la fin de l'exercice à 0.35% du chiffre d'affaires du second semestre 2023.

L'engagement s'élève à 48 598 € au 31 décembre 2023.

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	58 200		58 200
Prêts			
Autres immobilisations financières	11 757	11 757	
Clients douteux ou litigieux	396 472		396 472
Autres créances clients	5 955 080	5 955 080	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2 048	2 048	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	3 494	3 494	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfiques			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	361 177	361 177	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	875 803	875 803	
Débiteurs divers	5 199	5 199	
Charges constatées d'avance	256 578	256 578	
TOTAL GENERAL	7 925 807	7 471 134	454 672

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	4 170	4 170		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	1 177 153	438 797	738 356	
Emprunts et dettes financières divers	500	500		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 521 253	2 521 253		
Personnel et comptes rattachés	1 267 125	1 267 125		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	588 238	588 238		
Etat : impôt sur les bénéfiques	49 867	49 867		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	262 056	262 056		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	60 595	60 595		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	4 078	4 078		
Autres dettes	65 534	65 534		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	6 000 568	5 262 213	738 356	

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Emprunts souscrits

Aucun emprunt n'a été souscrit durant l'année 2023.

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	1 053			700
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Eléments	Valeurs nettes	Durée amortissement
Fonds commercial	850 000	ans ans ans ans ans ans ans
TOTAL	850 000	

Le fonds de commerce provient de la cession de l'activité "résistances" effectuée le 20 décembre 2002 par ICM Group pour créer la société METAL DEPLOYE RESISTOR.

Le fonds de commerce est composé de :

- la clientèle,
- l'ensemble des contrats d'entretien et de services,
- les fichiers clients,
- les archives,
- les commandes.

Les fonds de commerce à l'actif de la Société d'une valeur de 850 K€ sont toujours exploités.

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, nous avons estimés que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée de vie limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis. Au regard de la rentabilité dégagée par l'entreprise et des perspectives d'avenir, le management a estimé qu'aucun fonds ne nécessitait la constatation d'une provision, leur valeur actuelle étant au moins égale au montant figurant à l'actif.

• Matières premières	2 885 039 €
• Fournitures consommables	159 449 €
• En-cours de production de biens	2 847 177 €
• Produits finis	837 030 €
Soit un total de	6 728 695 €

- Créances clients et comptes rattachés : 929 992 €
- Autres créances : 0 €

TOTAL : 929 992 €

- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : 4 670 €
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés : 839 171 €
- Dettes fiscales et sociales : 1 616 674 €
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés : 0 €
- Autres dettes : 62 614 €

TOTAL : 2 523 129 €

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
CADRES	30	
AGENTS DE MAITRISE ET TECHNICIEN	32	
OUVRIERS	33	9
TOTAL	95	9

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	2 108 561	458 258	1 650 303
Résultat exceptionnel à court terme	-390 596	-10 608	-379 988
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-501 322	-66 472	-434 850
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	1 216 643	381 178	835 465

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
<hr/>	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
<hr/>	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	235 435
Autres	18 605
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	
<hr/>	
TOTAL ALLEGEMENTS	254 040
<hr/>	
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-254 040

IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
<hr/>	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations		58 200	
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés		5 400	
Autres créances		875 803	
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		96 143	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes sur établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
	TOTAL

Engagements financiers donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
VOIR FEUILLE SUIVANTE						
TOTAL						
Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
AVALS CAUTIONS ACCORDES	1 612 869					1 612 869
TOTAL						
TOTAL		1 612 869				1 612 869
Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

Cautions de MDR données à ses filiales pour garantir le remboursement des emprunts :

- TOLERIE MECANIQUE SERVICE : 45.843,56 €
- TOLERIE MECANIQUE SERVICE : 75.437,35 €
- 4F IMMOBILIER : 52.324,15 €
- RENTALOAD : 397.438,00 €
- RENTALOAD : 553.522,63 €
- RENTALOAD : 176.422,78 €
- RENTALOAD : 586.579,38 €
- RENTALOAD : 1.625.006,67 €
- ROTRONICS : 113.996,09 €

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Le montant des engagements évalués au 31 décembre 2023 s'élève à 544 819.28 €.

La gestion des engagements de calcul des indemnités de fin de carrière a été externalisée auprès de BNP PARIBAS Epargne & Retraite Entreprises. Au 31 décembre 2023, des versements ont été effectués au titre d'un fond dédié pour la somme de 336 945,66 €.

Les hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

L'engagement est évalué suivant la méthode actuarielle dite du prorata des droits au terme.

Date de calcul de l'engagement : 31 décembre 2023

Plan de financement jusqu'au 1er avril 2044

Taux annuel d'évolution des salaires (inflation comprise) : 2%

Taux de démission : 0%

Taux de licenciement : 0%

Age prévisible de départ à la retraite : 64 ans

Table de mortalité : INS 15-17

Convention collective applicable : Métallurgie Côte d'Or

La formule de l'engagement est la suivante :

$$\text{ENGAGEMENT} = D * P * F * \frac{\text{Ancienneté à la date de référence}}{\text{Ancienneté au terme}}$$

D = Droits au terme

P = Probabilité pour un salarié d'être présent dans l'entreprise au départ à la retraite

F = Facteur d'actualisation

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Val. nette	Titres Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)						
TOLERIE MECANIQUE SERVICE	60 000	77	468 401			4 352 400
LA MALADIERE 89160 STIGNY	1 480 393		468 401		121 281	303 717
GAC	7 622	76	529 714		231 655	1 138 652
69400 GLEIZE	31 545					-1 545
RENTALOAD	180 000	86,7	1 138 000			8 144 184
69400 GLEIZE	2 970 232		1 138 000		3 338 969	3 140 534
4F IMMOBILIER	1 000	60	600		41 294	
74800 LA ROCHE SUR FORON	176 789		600		52 324	54 475
		0,00				
		0,00				
PARTICIPATIONS (10 à 50%)						
ROTRONICS	200 000	24,3	59 365		572 854	3 671 877
74800 LA ROCHE SUR FORON	1 059 648		59 365		113 996	-579 739
V-LINAS	16 500	22,5	95 562		30 000	165 981
74800 LA ROCHE SUR FORON	-29 179		95 562			46 258
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
AUTRES PARTICIPATIONS						
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				

GAC

La société GAC intervient dans le domaine du chauffage et de la climatisation. En 2012, elle a supporté des charges exceptionnelles dues à une restructuration importante. Les efforts réalisés ont produit leurs effets dès 2013 avec une hausse du chiffre d'affaires et un résultat d'exploitation à l'équilibre.

En 2014, la hausse du chiffre d'affaires continue mais la hausse des charges de personnel entraîne un résultat d'exploitation déficitaire. Nous lui avons consenti un abandon de compte courant pour un montant de 340.000 €. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune. La direction a également procédé à une dépréciation des titres GAC à hauteur de 200.000 €.

En 2015, le chiffre d'affaires évolue toujours mais le résultat reste encore déficitaire. Par conséquent, la direction a préféré procéder à une dépréciation des titres GAC à hauteur de 178.000€.

En 2016, le chiffre d'affaires évolue et le résultat est bénéficiaire. La Direction a fait une reprise de provision des titres GAC pour un montant de 160.000 €.

En 2018, la direction a procédé à une dépréciation des titres à hauteur de 288.000 € et a consenti un abandon de compte courant pour un montant de 200.000 €. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

En 2019, la direction a procédé à une dépréciation des titres à hauteur de 23.713,50 € et a consenti un abandon de compte courant pour un montant de 200.000 €. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

La valeur nette de ces titres après dépréciation s'élève ainsi à 0 €.

En 2020, la situation continue à se dégrader, nous lui avons consenti un abandon de compte courant pour un montant de 381.435,52 €. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

En 2021, la situation continue à se dégrader, nous lui avons consenti un abandon de compte courant pour un montant de 420.000 €. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

En 2022, la situation continue à se dégrader, nous lui avons consenti un abandon de compte courant pour un montant de 320.000 €. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

En 2023, la situation continue à se dégrader, nous lui avons consenti un abandon de compte courant pour un montant de 345.703 €. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

ROTRONICS

En date du 28 octobre 2022, suite à la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie Extraordinairement, la Société a décidé d'abandonner le compte courant d'associé que la Société détient dans les écritures de la Société V-MOTECH NEW, à hauteur de 150.000 €. Cet abandon de compte courant d'associé a été assorti d'une clause de retour à meilleure fortune dans la société ROTRONICS.

La société a bénéficié d'un crédit impôt recherche de 102 087 €.

Montant des honoraires 2023 = 23 500 €

METAL DEPLOYE RESISTOR
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 737 100 EUROS
SIEGE SOCIAL : Route de Semur - 21 500 MONTBARD
RCS DIJON B/444 902 779 - SIRET: 444 902 779 00016

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 24 JUIN 2024
--

L'an deux mille vingt-quatre,
Le vingt-quatre juin,
A quatorze heures,

Les associés de la SAS METAL DEPLOYE RESISTOR, société par actions simplifiée au capital de 737 100 Euros divisé en 1053 actions de 700 Euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire annuelle, au siège social, sur convocation régulière du Président.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émarginée par chaque associé présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire ; les pouvoirs des associés représentés ont été annexés à la feuille de présence.

L'assemblée est présidée par Monsieur Yann FOUQUET, ayant reçu pouvoir de la part de Michèle FORNARI, Président de la société aux fins des présentes.

Me Philippe CHATEAU est désigné secrétaire.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote sur les 1053 actions composant le capital social.

L'Assemblée, réunissant le quorum requis par la loi, est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

La Société EXCO SOCODEC, représentée par Monsieur Loïc VALICHON, en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoquée est absente et excusée.

Les membres du Comité d'Entreprise, dûment convoqués en date du 2 Mai 2024, à savoir :

- . Monsieur Thibaut ROSAND est *absent*
- . Monsieur Laurent ROUXEL est *présent*

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour ordinaire suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de gestion établi par le Président,
- Lecture du rapport général du Commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et quitus au Président et au Commissaire aux comptes,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L 227-10 du code de commerce et approbation desdites conventions,
- Questions diverses.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la copie de la lettre de convocation adressée aux associés,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation adressée au commissaire aux comptes,
- la feuille de présence, les pouvoirs des associés représentés et la liste des associés,
- l'inventaire et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023,
- le tableau des résultats des cinq derniers exercices,
- la liste des conventions courantes établie conformément aux dispositions de l'article L.227-10 du Code de Commerce,
- le rapport de gestion établi par le Président,
- les rapports du Commissaire aux Comptes,
- les Statuts de la Société,
- le texte du projet des résolutions soumis à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés et au commissaire aux comptes et tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture à l'Assemblée du rapport de gestion établi par le Président puis des rapports général et spécial établis par le Commissaire aux Comptes, puis du texte des projets de résolutions présenté à l'Assemblée.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du rapport général du commissaire aux comptes, approuve l'inventaire et les comptes de l'exercice, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2023, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale, statuant dans le cadre des dispositions des articles 223 quater et quinquies du Code Général des Impôts, constate qu'une réintégration au sens de l'article 39.4 du même Code est intervenue au cours de l'exercice écoulé pour un montant de 11 099 Euros et qui a donné lieu à une imposition de 2 775 Euros.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 quitus de sa gestion au Président et décharge de l'accomplissement de sa mission au Commissaire aux Comptes.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à *l'unanimité*

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Président, et après avoir constaté que les comptes de l'exercice arrêté au 31 Décembre 2023 font apparaître un bénéfice de 835 465 €, décide de l'affecter de la manière suivante, à savoir :

- | | |
|--|----------------|
| - Bénéfice de l'exercice | 835 465 Euros, |
| - Au compte « report à nouveau » pour la totalité soit | 835 465 Euros. |

Nous vous rappelons qu'au cours des 3 derniers exercices, aucune distribution de dividendes n'a été décidée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à *l'unanimité*

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L 227-10 du Code de Commerce et statuant sur ce rapport, approuve chacune des conventions y mentionnées.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à *l'unanimité*

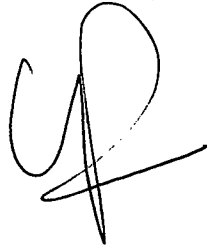
QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

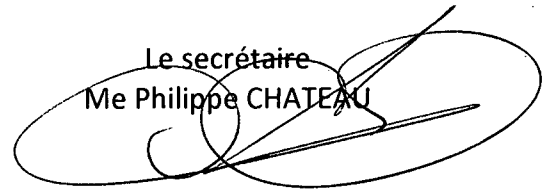
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à *l'unanimité*

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et par le Secrétaire et consigné sur le registre de ses décisions.

La présidente
Société TELEMA HOLDING SRL
Représentée par Michèle FORNARI
et Yann FOUQUET sur pouvoir



Le secrétaire
Me Philippe CHATEAU



METAL DEPLOYE RESISTOR
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE AU CAPITAL DE 737 100 EUROS
SIEGE SOCIAL : Route de Semur - 21 500 MONTBARD
RCS DIJON B/444 902 779 - SIRET: 444 902 779 00016

EXTRAIT DU TEXTE DES RESOLUTIONS
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 24 JUIN 2024

DEUXIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Président, et après avoir constaté que les comptes de l'exercice arrêté au 31 Décembre 2023 font apparaître un bénéfice de 835 465 €, décide de l'affecter de la manière suivante, à savoir :

- | | |
|--|----------------|
| - Bénéfice de l'exercice | 835 465 Euros, |
| - Au compte « report à nouveau » pour la totalité soit | 835 465 Euros. |

Nous vous rappelons qu'au cours des 3 derniers exercices, aucune distribution de dividendes n'a été décidée.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME PAR LE PRÉSIDENT

